

Le grand exode des petits

par Delphine Diaz

Pendant la guerre d'Espagne, des milliers d'enfants ont été évacués vers la France, avant d'être rapatriés dans leur pays désormais aux mains des franquistes. Cet épisode méconnu s'intègre dans une histoire transnationale des mobilisations humanitaires.

À propos de : Célia Keren, *La Cause des enfants. Humanitaire et politique pendant la guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, Anamosa, 2025, 512 p., 28 €.

Dans ses mémoires, le syndicaliste Georges Minazzi (1922-1991), fils d'un maçon italien entré à l'école d'apprentissage de Peugeot à Sochaux en 1935 alors qu'il avait treize ans, raconte être allé voir « en curieux », l'arrivée de petits enfants espagnols, premières victimes de la guerre, au foyer municipal d'Audincourt : « Têtes rasées, regards inquiets, c'est l'image qui me reste de ces enfants déracinés, séparés de leurs parents victimes du fascisme¹. »

¹ Georges Minazzi, *En marche. 30 ans de lutte à Peugeot-Sochaux. Itinéraire d'un militant*, Paris, Syros, 1978, p. 8.

Les racines d'un projet

C'est à ces enfants de la guerre civile espagnole, volontairement mis à l'abri à l'étranger, que se consacre le passionnant ouvrage de Célia Keren, *La Cause des enfants*². Si, du côté espagnol, la mémoire de ceux que l'on appelle « *los niños de la guerra* » (les enfants de la guerre) a fait l'objet d'une réappropriation dès les années 1990, tout en étant relayée par une historiographie attentive au sort des enfants envoyés en URSS durant la guerre civile³, il n'en est rien de l'autre côté des Pyrénées.

Ce livre vient donc combler un manque : il éclaire les parcours suivis en France par ces enfants évacués de leur pays, puis rapatriés vers l'Espagne franquiste. Par son objet, l'ouvrage entre également en résonance avec les récents travaux sur la *Retirada* de 1939, qui ont mis en lumière la place occupée par les femmes, mais aussi par les enfants parmi les exilés espagnols.

Suivant un découpage ternaire attentif à la chronologie, *La Cause des enfants* appréhende dans un premier temps les tâtonnements qui ont abouti au projet d'« exode des enfants ». Celui-ci est apparu dès le début du conflit enclenché par le coup d'État contre la République espagnole du 18 juillet 1936, en étant d'abord nourri par des initiatives communistes.

Inspiré par des précédents d'exodes d'enfants organisé en temps de grève – une pratique née au début du XX^e siècle, qui visait à aider les parents grévistes à « tenir », tout en étendant la solidarité syndicale dans l'espace –, ce projet trouvait aussi ses racines dans les nombreuses expériences d'évacuations d'enfants connues durant la Première Guerre mondiale.

À ses lendemains, des milliers d'enfants allemands, autrichiens, hongrois ont été envoyés à l'étranger, dans le cadre de colonies de vacances situées dans d'anciens pays de l'Entente, pour favoriser le retour à la paix – un autre précédent que Célia Keren convoque pour mieux expliquer la genèse de l'exode organisé des enfants

² L'ouvrage est tiré d'une thèse de doctorat d'histoire, soutenue par Célia Keren en 2014 à l'EHESS sous la direction de Laura Lee Downs, sous le titre *L'Évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France. Cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*.

³ Voir Alicia Alted Vigil, Nicolás Marín Encarna et Roger González Martell, *Los niños de la guerra de España en la Unión Soviética. De la evacuación al retorno (1937-1999)*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 1999.

espagnols. Plus que le PCF, c'est la CGT, réunifiée en mars 1936, qui en est devenue le fer de lance en France.

Grâce à l'entremise du Comité d'accueil aux enfants d'Espagne (CAEE) créé en novembre de cette même année, les enfants évacués ont d'abord été placés dans des familles majoritairement ouvrières – françaises, mais aussi espagnoles immigrées en France. À partir de mars 1937 s'est imposé un autre mode d'accueil concurrent : celui des colonies collectives.

Une telle hésitation doit être réinscrite dans l'histoire longue de la prise en charge des enfants isolés, puisqu'on observait déjà à l'œuvre de tels tâtonnements entre placement individuel et collectif dans la France des lendemains de la guerre franco-allemande, où des philanthropes encourageaient les départs en vacances de petits citadins hors des villes pour les « régénérer ».

Une opération transnationale

Il ne s'agit pas là seulement d'étudier des traditions françaises, puisque le deuxième temps de l'ouvrage de Célia Keren nous plonge dans les contradictions d'une politique transnationale dans laquelle le gouvernement espagnol, pourtant aux abois, avait lui aussi son mot à dire.

L'historienne restitue l'action de Federica Montseny, anarchiste devenue l'éphémère ministre de la Santé et de l'Assistance sociale entre novembre 1936 et mai 1937, puis du communiste Jesús Hernández, ministre de l'Instruction publique, qui a repris la main sur les évacuations d'enfants en leur donnant une tout autre inflexion.

Célia Keren montre aussi comment Juan Comas, cheville ouvrière de la Délégation espagnole pour l'enfance évacuée, a orchestré une « transnationalisation » des acteurs, faisant intervenir des comités suédois, hollandais, tchécoslovaques dans la prise en charge des jeunes Espagnols.

De cette histoire, les parents et les enfants eux-mêmes ne sont pas absents. Les premiers ont vu dans les évacuations une façon de protéger leurs petits des désastres de la guerre, mais aussi de leur donner un avenir plus sûr – les garçons étant de ce point de vue systématiquement privilégiés. Faisant preuve d'une réelle capacité

d'action, certains adolescents espagnols ont cherché à forcer leur départ ou, au contraire, à échapper à un exil à l'étranger perçu comme un arrachement.

Le rôle des catholiques

La troisième partie explique les ressorts d'une « contre-mobilisation » humanitaire : des efforts menés par la gauche espagnole et française pour évacuer les enfants menacés par la guerre d'Espagne, on passe à l'étude de ceux fournis par les catholiques français pour récupérer cette cause. Sans obtenir le succès qu'avait rencontré la CGT dans une telle entreprise, des évêques français, relayés par la Société de Saint-Vincent-de-Paul, ont eux aussi tenté de mettre à l'abri des enfants espagnols, essentiellement en France et en Belgique, en ciblant les jeunes habitants de Bilbao après la chute de la ville aux mains des nationaux, en juin 1937.

Ce choix ne devait rien au hasard, puisque le Pays basque était la région d'Espagne la plus dévote. En acceptant de s'allier avec le Front populaire en juillet 1936, le Parti nationaliste basque (PNV), bâti à la fin du XIX^e siècle autour d'idées contre-révolutionnaires, avait néanmoins donné la priorité à son engagement pour l'autonomie du Pays basque – octroyée en octobre 1936 par le gouvernement de Largo Caballero – par rapport à son identité catholique. Soit une alliance considérée comme contre nature par l'Église.

En pratique, les quelques centaines d'enfants de Bilbao pris en charge en France par des organisations catholiques ont été mal reçus, étant vite assimilés à des graines de « rouges », si l'on fait exception de leur accueil au Pays basque français où, contrairement à ce que souhaitait la hiérarchie catholique, un enseignement favorable aux idées du Parti nationaliste basque leur a été dispensé.

À partir d'août 1937, le Saint-Siège s'est rangé à la promotion des rapatriements vers l'Espagne, à laquelle le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy, s'estimant responsable des enfants accueillis sur le sol français, s'est opposé avec vigueur. La chute du Front populaire, la crise du mouvement ouvrier français et, enfin, l'effondrement de la République espagnole en janvier 1939 ont néanmoins eu raison d'une telle fermeté.

Une histoire des mobilisations humanitaires

À travers la reconstitution de la nébuleuse qui a cherché à « sauver les enfants » espagnols en les évacuant et en les plaçant à l'étranger, Célia Keren parvient à esquisser des portraits d'acteurs et d'actrices qui donnent chair à cette histoire, qu'il s'agisse d'ambassadeurs, de syndicalistes, de féministes, d'enseignants ou d'évêques. Elle retrace, grâce à sa connaissance approfondie de fonds d'archives d'une grande diversité, les parcours engagés de ces hommes et de ces femmes qui se sont préoccupés du sort de ces « pauvres gosses », pour reprendre un vocable alors très présent dans les campagnes menées par la CGT en faveur de cette cause mineure.

Outre l'aisance de l'historienne, qui circule à travers des mondes différents, voire foncièrement opposés, tout en restituant leur complexité – la hiérarchie catholique est loin d'avoir eu une position homogène et tranchée –, c'est aussi son jeu constant avec les frontières qui fait de son livre une œuvre véritablement « transnationale ». Ce mot, ici, n'est pas seulement programmatique.

Les connexions entre la France, qui a adopté sous le Front populaire la politique de « non-intervention », et l'Espagne, dans toute la complexité de son histoire scindée durant la guerre, sont mises en évidence à travers une enquête qui s'appuie sur des archives administratives et associatives, des correspondances épistolaires, des comptes rendus de visites.

Transnationale, cette histoire l'est, car plusieurs pays et autorités ont joué un rôle actif dans le sauvetage des enfants de la guerre – 15 000 ont été placés en France, 5 000 en Grande-Bretagne, 3 000 en URSS. Cet ouvrage conduit le lecteur à s'orienter dans le dédale des multiples comités formés pour prendre en charge les enfants espagnols en Espagne comme à l'étranger – dont les nombreux acronymes, bien qu'explicités dans un index final, donnent parfois le tournis.

Si Célia Keren fait revivre cet épisode méconnu des mobilisations humanitaires durant la guerre d'Espagne, on aurait aimé en savoir plus sur les conditions concrètes du voyage et sur les itinéraires transpyrénéens suivis par les enfants évacués. La question des liens – interrompus ou maintenus au-delà de la guerre civile ? – qu'ils et elles ont entretenus avec la société française appelle aussi sans doute une autre enquête. De même, dans le prolongement de cette étude, la mémoire laissée en France par ces petits évacués, ces « têtes rasées victimes du fascisme », pour reprendre les mots de Georges Minazzi, mériterait sans doute d'être explorée.

L'ouvrage se clôt sur la question douloureuse du rapatriement des enfants évacués en France vers le régime franquiste : un retour qui nous amène à interroger, en regard, le souvenir laissé en Espagne par cette expérience française des *niños de la guerra*, à l'heure où les lois de mémoire historique et démocratique invitent à repenser le « passé qui ne passe pas » de la guerre d'Espagne.

Publié dans laviedesidees.fr, le 28 mai 2026.